



## **Le néozapatisme à l'heure du centenaire de la Révolution mexicaine : où en est l'EZLN?**

Par Émilie Joly et Gabriel L'Écuyer\*

Le 1er janvier 1994, le jour de l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, les insurgés (en majorité autochtones) appartenant à l'*Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (EZLN) lançaient une insurrection armée en prenant simultanément le contrôle de quatre villes importantes du Chiapas (San Cristóbal, Ocosingo, Altamirano et Las Margaritas, dans les régions de Las Cañadas et de la Selva Lacandona) et en attaquant deux bases militaires de la région. Déclarant ouvertement la guerre à l'armée mexicaine, ils se donnèrent initialement pour objectif de « défaire l'armée fédérale mexicaine et marcher sur la capitale du pays [...] » revendiquant « travail, terre, toit, alimentation, santé, éducation, indépendance, liberté, démocratie, justice et paix » (1).

Loin de faire l'unanimité, l'héritage de l'EZLN (passé et actuel) fait l'objet de plusieurs critiques, favorables ou non. Loin d'être terminée, l'expérience zapatiste est une réalité quotidienne pour des milliers de personnes du Chiapas. En cette année du centenaire de la Révolution mexicaine, nous effectuerons un rapide retour sur l'évolution du néozapatisme qui, notamment par sa référence directe à Emiliano Zapata, revendique fièrement sa filiation à cette révolution, tout en soulignant à grands traits ses autres influences.

### **Bref retour sur les origines**

L'EZLN fut fondée en novembre 1983 au cœur de la forêt Lacandon dans l'État du Chiapas. Elle fut mise en place dans un contexte spécifique de crise économique et sociale, alors que l'État mexicain transformait de façon unilatérale le « contrat social » avec sa population. En effet, le Mexique fut durement frappé par la crise économique (crise de la dette) du début des années 1980. De plus, la production artisanale et industrielle agricole fut fortement touchée par la détérioration du modèle de substitution des importations (modèle de développement dominant en Amérique latine entre les années 1930 et 1970 basé sur la logique de protection de l'industrie naissante domestique par la mise en place de barrières douanières temporaires),

ce qui entraîna un appauvrissement encore plus significatif des paysans et des ouvriers mexicains.

Pour affronter cette crise économique, l'État mexicain, suivant la logique néolibérale qui émergeait alors, institua la première phase de désengagement. Cette phase d'austérité fut marquée par l'implantation de privatisations massives, la transformation du modèle clientéliste du PRI, des coupures massives dans les programmes sociaux, la transformation de l'article 27 de la Constitution, qui allait préparer l'implantation de l'ALÉNA en changeant le régime de propriété de la terre, notamment en minant le système de propriété communale des *ejididos* et en légalisant la parcellisation individuelle et la vente de terres collectives.

À travers ce désengagement et cet affaiblissement du contrôle étatique (tant économiquement que socialement), l'État mexicain accentua sa perte de légitimité. Ses réformes néolibérales allaient appauvrir et déposséder plusieurs communautés autochtones, notamment au Chiapas, historiquement un des États les plus pauvres de la fédération mexicaine. Face à ce contexte, on aperçoit, au Mexique comme en Amérique latine, une recrudescence de plusieurs mouvements armés de tendance marxiste-léniniste et maoïste.

De façon quelque peu schématique, on peut dire que l'EZLN trouve ses origines dans la rencontre de deux courants différents. Pour Duterme, elle fut fondée à l'origine par des universitaires majoritairement non autochtones, urbains et à tendance guévariste ou maoïste ayant connu les mobilisations étudiantes de 1968 ou ayant été influencés par la théologie de la libération (2). Ceci dit, comme le soulignait le regretté Carlos Montemayor, l'EZLN trouve aussi ses origines dans des mouvements chiapanèques actifs depuis les années 1970 défendant autant la réforme agraire que les droits des travailleurs et des travailleuses (3), tout comme dans des mouvements autochtones depuis longtemps politisés (notamment lors des révoltes de 1968 en pays Chamula) et organisés (avec le premier Congreso Nacional Indígena en 1974) cherchant à renouveler leur tradition organisationnelle et à briser les liens clientélistes avec le PRI (4). Il s'agirait donc d'un mariage et d'une transformation qui s'opèrent par la rencontre de ces deux tendances et mènent à une reconsidération du discours et de la praxis marxiste plus proche de Gramsci que de l'idéologie marxiste-léniniste orthodoxe. Un tel mariage s'observa au sein de la Quiptic ta Lecubtesel créée en 1975, regroupant 18 groupes de colons des Cañadas, groupes organisés et contrôlés par des maoïstes invités par Monseigneur Ruiz en personne.

### **Évolution des stratégies et du discours**

Entre 1983 et 1994, il serait fallacieux de considérer l'EZLN comme un mouvement foncièrement autochtone qui revendiquait l'autonomie des communautés Tzotziles, Tzeltales, Tojolobales, Choles et d'autres groupes ethniques Mayas. En effet, l'EZLN se forme initialement comme une guérilla d'inspiration marxiste dans sa forme plus classique révolutionnaire latino-américaine. Il suffit de lire la *Première déclaration de la forêt Lacandon* pour s'en convaincre, la seule référence aux autochtones résidant dans le célèbre « Nous sommes le produit de 500 ans de lutte [...] » (5). Il est toutefois inévitable de considérer la composition de cette guérilla, alors qu'elle croît et multiplie ses cellules : la majorité de ses membres proviennent des communautés autochtones où l'EZLN maintient ses bases (Las Cañadas, Los Altos et la Región Norte). Cette composition ethnique définit donc initialement certains des modes d'organisation de l'EZLN et, en ce sens, le combat et les formes de lutte actuels de l'EZLN sont en filiation directe avec les efforts des précédents mouvements autochtones, des efforts tentant de définir des formes post-traditionnelles d'organisations communautaires. En plus de cette évolution, on trouve progressivement une substitution du discours marxiste vers un discours national populaire démocratique.

Les changements discursifs et stratégiques s'expliquent à la fois par la conjoncture et par des reconsidérations stratégiques. Durant l'affrontement armé entre l'EZLN et l'armée mexicaine, du 1<sup>er</sup> au 12 janvier 1994, un fort mouvement civil se constitua pour appuyer les revendications zapatistes tout en exigeant un cessez-le-feu, la fin des hostilités et le retour à la paix. L'EZLN découvrait alors qu'elle jouissait de peu d'appui insurrectionnel (et ce, malgré l'existence dans certaines régions du Mexique de plusieurs groupes armés) bien qu'elle en ait appelé, avec la Première déclaration, à une prise des armes généralisée au niveau national. Ce sont davantage les ONG, les mouvements populaires, quelques syndicats indépendants et des mouvements sociaux qui reprirent le message zapatiste et ses revendications, tout en se distanciant de son approche politico-militaire.

Il ne faut donc pas interpréter ce changement stratégique comme provenant seulement d'un calcul rationnel de l'EZLN, mais il doit être inséré dans la matrice plus large de la dialectique entre l'EZLN et les mouvements de la société civile mexicaine. Comme le souligne Parra, « après le soulèvement du premier janvier, la société civile se mobilisa pour la paix, obligeant le mouvement zapatiste à suspendre son choix de la voie armée et à mettre l'accent sur d'autres formes de lutte » (6).

De plus, on peut considérer la matrice conjoncturelle de l'émergence des revendications autochtones pour expliquer le développement d'une plus forte composante identitaire autochtone dans l'EZLN. Les années 1990 menèrent à la consolidation d'un réel mouvement de revendications autochtones de manière régionale en Amérique latine. La célébration en 1992 des « *500 años de Resistencia Indígena, Negra y Popular* » aiguisa la revendication d'organisations autochtones partout dans les Amériques de leur droit à l'autodétermination et de ses bases légales dans la Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribunaux de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui en établit les premiers fondements normatifs en 1989.

Les zapatistes passèrent ainsi d'une organisation de type guérilla basé sur l'affrontement armé à un mouvement s'adressant à la société civile mexicaine et tentant de construire des alliances aux niveaux national et international. La Troisième déclaration de janvier 1995 exemplifie ce changement par son appel à la création d'un « Mouvement pour la libération nationale » et la consolidation d'une « Convention nationale démocratique ». Parallèlement, l'EZLN opéra un changement structurel majeur. Elle maintint son caractère politico-militaire, mais développa à la fin de 1995 un pendant civil, les *Aguascalientes*, qui devinrent en 2003 les Caracoles, siège des *Juntas de Buen Gobierno*, soit les autorités civiles zapatistes qui gèrent les municipalités autonomes rebelles zapatistes (MAREZ). Dès lors, l'EZLN stipule qu'elle contrôle les insurgés zapatistes, mais qu'elle ne maintient pas le contrôle sur les communautés de base d'appui.

Dès 2001, l'EZLN joue beaucoup de ses alliances internationales avec des mouvements antimondialisation, surtout en Europe, et se définit clairement contre les effets dévastateurs des politiques néolibérales. Bien que rattachée à des idées marxistes, la position idéologique de l'EZLN manquait toutefois de définition jusqu'à ce qu'en 2006, l'EZLN se définisse dans la Sixième déclaration, comme anticapitaliste.

Enfin, lors des élections présidentielles de 2006, le refus de la stratégie électorale de la part de l'EZLN a fait couler beaucoup d'encre. Comme le souligne le sous-commandant Marcos, « ceux qui vont voter pour López Obrador ne peuvent pas être à nos côtés » (7). Il faut dire que l'EZLN n'a pas accepté, entre autres, la décision du Parti de la Révolution Démocratique (PRD) de voter en faveur de la *Ley Indígena* de 2001. Si certains croient que le volet antiélectorale est aujourd'hui plus prononcé, il est bon de rappeler qu'en 1994, Marcos disait déjà « les camarades se sont rendu compte que voter n'avait pas d'importance parce qu'il n'y avait aucun respect pour certaines choses de base » (8). Ce refus catégorique du PRD (et du

processus électoral en général) est, plus qu'une source de tensions, un clivage majeur entre l'EZLN et la gauche sociale-démocrate mexicaine.

Avec l'avènement du PAN au pouvoir en 2000, la politique « *partidista* » et électorale a su canaliser plusieurs mouvements et organisations, les poussant à traduire leurs revendications en des demandes politiques, notamment par les efforts faits quant aux réformes constitutionnelles de 2001. Toutefois, face à la déception accrue de l'incapacité du gouvernement fédéral à assumer ces compromis et à promouvoir de réels changements, plusieurs mouvements sociaux mexicains, dont l'EZLN, sont revenus lentement à une dynamique autonomiste et revendicative. La *Otra Campaña* — une campagne politique lancée parallèlement à la campagne électorale pour les présidentielles de 2006 cherchant à donner la parole au peuple mexicain et à consolider de nouvelles bases revendicatrices nationales — visait la reconnaissance d'une gauche davantage radicale qui ne se reconnaissait pas dans le PRD, structurant ainsi une position contestataire au sein de la gauche mexicaine. Par ailleurs, elle canalisait un mouvement d'absentéisme électoral qui se définissait bien avant que les Zapatistes le prônent, considérant que le taux de participation aux présidentielles avait déjà diminué de 77 % en 1994 à 64 % en 2000 et à 58,55 % en 2006, sans considérer le taux de participation aux partielles, de 41,1 % en 2003 et de 43,74 % en 2009 (9). Il faudrait plutôt noter un ressac dans l'organisation des mouvements sociaux au Mexique qui, après un premier enthousiasme face à l'alternance démocratique, vit une déception et une restructuration à travers laquelle l'EZLN maintient un symbolisme et une autorité morale malgré les critiques qu'elle essuie.

### **Négociations avec l'État fédéral**

Lors des Accords de San Andres signés entre le gouvernement et l'EZLN le 16 février 1996, le gouvernement fédéral s'engageait à mettre de l'avant des réformes constitutionnelles qui allaient reconnaître le droit à l'autodétermination et à l'autonomie des peuples autochtones. Ces accords devaient servir à redéfinir la relation des peuples autochtones du Mexique avec l'État et servir de base à la mise en place d'une nouvelle structure municipale en territoire zapatiste. La proposition de réformes constitutionnelles élaborée par la *Comisión de Concordia y Pacificación* (COCOPA) reprenant une partie des points négociés dans les Accords de San Andrés fut soumise au gouvernement mexicain et à l'EZLN en novembre 1996. Il s'agissait toutefois d'une proposition couvrant une seule des cinq tables de négociations établies dans les Accords de San Andrés, soit celle sur les droits et la culture

autochtone (les accords concernant « démocratie et justice », « bien-être et développement », « conciliation au Chiapas » et « droits des femmes au Chiapas » ne furent jamais revisités pour être soumis comme réformes constitutionnelles). Initialement acceptée par l'EZLN et le gouvernement mexicain, la proposition de la COCOPA allait toutefois être modifiée par le gouvernement mexicain, la vidant de toute son essence, menant ainsi à une première rupture du dialogue entre les parties en conflit.

Le 2 décembre 2000, le lendemain de la prise de possession du nouveau président Vicente Fox, l'EZLN annonça son initiative de marcher de ses confinements du Chiapas à la ville de Mexico pour exiger l'adoption des Accords de San Andrés et l'incorporation à la Constitution mexicaine de la *Ley de Derechos y Cultura Indígenas* élaborée par la COCOPA. L'EZLN se dit alors ouverte au dialogue avec le gouvernement mexicain pour l'adoption des accords. Le 24 février 2001, la Marche pour la dignité autochtone et pour la couleur de la terre quitta San Cristobal de Las Casas, traversa 12 États et arriva à Mexico le 11 mars. Le 28 mars, la Commandante Esther s'adressait au Congrès et demandait le respect des Accords de San Andrés ainsi que l'adoption de la Loi sur les droits et la culture autochtones.

Comme un de ses premiers actes présidentiels, et avec l'accord tacite des trois partis (PAN-PRI-PRD), Fox présenta finalement une première proposition amoindrie au Congrès qui la rejeta et la renvoya au Sénat où celle-ci fut tant modifiée que la réforme constitutionnelle finalement adoptée ne reprenait en rien la proposition de la COCOPA, allant même plutôt à son encontre. Depuis avril 2001, l'EZLN a rompu le dialogue avec le gouvernement et ses positions ont dorénavant été ancrées dans une vision de rupture et d'autonomie.

### **Construction de l'autonomie par les communautés**

L'État du Chiapas s'incorpora officiellement au Mexique le 14 septembre 1824 et la présence étatique y fut relativement faible. Historiquement, l'État a toujours été absent (sauf lors de forts moments de répression), inefficace et contrôlé par les oligarques. Le contexte d'un faible contrôle étatique et d'une délégitimisation généralisée de l'État central dynamisa le processus d'autonomisation.

Si l'insurrection du 1<sup>er</sup> janvier 1994 marqua le moment fondateur du néozapatisme, on peut dire que le projet autonomiste zapatiste se développa particulièrement avec l'offensive civile de décembre 1994, où l'EZLN déclara l'autonomie de 38 municipalités. Ces municipalités, certaines étant aujourd'hui perdues, furent organisées en *Aguascalientes*, soit des

municipalités autonomes sous contrôle zapatiste. Dès 1998, l'EZLN approfondissait son programme d'autonomie par la mise en place des MAREZ et intégrait pleinement l'autonomie comme construction sociale du programme zapatiste. Finalement, avec l'échec des Accords de San Andrés et de la proposition de la COCOPA, l'autonomie unilatérale allait apparaître en 2001 comme l'unique voie possible. En juillet 2003, l'EZLN effectua une réorganisation majeure des communautés zapatistes, notamment avec la mise en place des *Juntas de Buen Gobierno* et des *Caracoles* qui correspondent à une phase supérieure de la construction de l'autonomie où le pouvoir civil démocratique en vient finalement à dominer le pouvoir militaire.

Les *Aguascalientes* (où les structures civiles et militaires étaient difficilement distinguables), furent remplacées en 2003 par cinq *Caracoles* (Oventic, Morelia, La Garrucha, La Realidad et Roberto Barrios). Ces *Caracoles* regroupent les 30 MAREZ. Les *Caracoles* sont chapeautés par les *Juntas de Buen Gobierno*, une forme de juridiction régionale (10). Au sein des instances démocratiques, les tâches sont rotatives, les représentants et représentantes élus démocratiquement et révocables à tout instant. L'objectif est que plusieurs personnes puissent s'initier aux responsabilités du pouvoir collectif. L'EZLN accomplit deux choses par cette réforme cruciale. D'abord, il s'agissait d'instaurer un gouvernement parallèle à l'État (*mal gobierno*) avec des institutions parallèles qui organisent les services de base (santé, d'éducation, etc.). Ensuite, il s'agissait de promouvoir une construction de l'autonomie en mettant de l'avant les priorités civiles au détriment des priorités militaires. Comme le disait le CCRI-CG, « le problème était que la partie politico-militaire de l'EZLN n'est pas démocratique, parce que c'est une armée, et nous avons trouvé que ce n'était pas correct que le militaire soit en haut et le démocratique en bas, parce qu'il ne faut pas que ce qui est démocratique se décide militairement, sinon le contraire [...] » (11). Il s'agissait donc de favoriser le développement de l'autonomie et de la démocratie participative. Enfin, les structures civiles mentionnées plus haut ne remettaient pas en question l'existence des structures décisionnelles au sein des communautés autochtones spécifiques, les deux coexistant afin de respecter la diversité des cultures présentes en sol chiapanèque.

Loin d'être seulement un projet politique, le projet d'autonomie des zapatistes vise des transformations générales quant à la reconfiguration du pouvoir. Il s'agit d'un effort visant à remettre en question le pouvoir, le décentraliser et le légitimer à travers une redéfinition des structures traditionnelles de pouvoir. L'autonomie, définie sous cette forme, s'insère ainsi dans le contexte d'une remise en question de la légitimité de l'ordre établi, notamment des institutions étatiques.

## **Participation des femmes**

Indéniablement, la participation citoyenne et politique des femmes est largement déficiente au Mexique, pays teinté de machisme et de paternalisme. L'EZLN, n'étant pas imperméable au machisme, a toutefois mis en place certains mécanismes de consultation, principes de base et modes de prise de décisions pour promouvoir la participation des femmes. Ce sont toutefois les femmes de l'EZLN qui ont dû se battre, dès les premiers balbutiements de l'organisation, pour les instaurer. Dès 1993, la Commandante Ramona et la Mayor Ana María consultèrent les communautés zapatistes (alors toujours clandestines) pour connaître les priorités des femmes zapatistes et rédiger *Ley Revolucionaria de las Mujeres*, approuvée par un vote dans toutes les communautés le 8 mars 1993. Les dix articles de la loi établissent le droit des femmes à incorporer la lutte révolutionnaire et à occuper des postes et grades militaires dans l'EZLN, reconnaissent leurs droits au travail, à la santé reproductive, à la participation communautaire, à l'alimentation, à l'éducation, au choix de leur partenaire et à une vie sans violence (12).

Malgré plusieurs réticences, cette loi a promu la participation des femmes dans l'EZLN et les structures civiles des MAREZ. Souvent conditionnées à occuper des positions reliées davantage aux « affaires » des femmes (santé et éducation), plusieurs femmes zapatistes détiennent toutefois les plus hauts grades dans l'EZLN et sont devenues de véritables leaders. L'armée zapatiste est composée de nombreuses femmes soldates. Ces femmes doivent toutefois respecter certaines règles quant à leur participation, dont l'impossibilité d'avoir des enfants alors qu'elles occupent des fonctions d'insurgées.

Il est important de noter que l'EZLN a également poussé pour l'implantation d'une table de négociation sur les droits des femmes au Chiapas lors des Accords de San Andrés. Bien que la proposition fut initialement rejetée par le gouvernement, une table sur les droits des femmes vit finalement le jour, sans toutefois mener à un accord.

## **Alliances nationales et internationales de l'EZLN**

Il faut d'abord distinguer entre les alliances nationales et internationales de l'EZLN. Au niveau international, les plus importantes (quant aux fonds et aux appuis) semblent être la CGT-France, la CGT-Espagne, le collectif de solidarité italien Ya Basta ainsi que Tute Bianche et les Monos Blancos italiens, ces deux derniers collectifs surtout avant 2001. Plusieurs de ces



alliances se sont construites lors des rencontres intergalactiques regroupant des dizaines de groupes de la société civile.

En ce qui concerne les alliances nationales, López y Rivas souligne qu'elles ont été difficiles et que dans un sens, ce problème a permis à la stratégie contre-insurrectionnelle de guerre de basse intensité du gouvernement mexicain de se poursuivre (13). Ceci dit, les liens entre certaines organisations autochtones sont primordiaux, particulièrement avec le *Congreso Nacional Indígena* (le CNI, un des partenaires principaux lors de la *Marcha de la color de la tierra* en 2001). Il faut aussi noter la division idéologique avec le Frente Independiente de Pueblos Indios (FIPI), division qui crée deux blocs autochtones au Mexique (14). Avec les initiatives zapatistes comme *La Marcha de la color de la tierra* ou encore *La Otra campaña* de 2006 (où des groupes collaborent pour amener des exigences spécifiques au DF sous la direction de l'EZLN), des alliances avec d'autres groupes de la société civile se sont construites, notamment avec le Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra (FPDT) de San Salvador Atenco. D'autres alliances se sont développées plus spécifiquement sur le thème des prisonniers politiques. Malgré l'absence d'un mouvement syndical fort (résultat de décennies de corporatisme étatique), l'EZLN entretient des liens avec quelques syndicats, notamment avec le syndicat mexicain des travailleurs de l'électricité, le SME, avec qui l'EZLN a construit un barrage hydroélectrique. L'EZLN est aussi en bons termes avec le syndicat des employés de l'UNAM (STUNAM) et la Coordinadora nacional de Trabajadores de la Educación (CNTE).

En plus de certaines alliances stratégiques au niveau national, l'EZLN a aussi particulièrement bien su mettre à profit les efforts des activistes mexicains en les canalisant dans le *Frente Zapatista de Liberación Nacional* (aujourd'hui défunt). Le Frente Zapatista, actif de 1997 à 2005, se forma sous l'initiative de l'EZLN tel qu'établi dans la Quatrième déclaration. Il se définissait comme un mouvement sociopolitique parallèle et urbain, reprenant les revendications de l'EZLN. Le Frente Zapatista maintenait un leadership imperméable et des liens étroits avec l'EZLN, mais il établissait également des structures décentralisées dénommées *Comités Civiles de Diálogo*. Dans la capitale, il appuya officiellement le Conseil général de grève de l'UNAM lors de la grève étudiante de 1999-2000. Officiellement, le FZLN fut dissout pour restructurer la participation civile prozapatiste, pour tenter de passer d'un mouvement de solidarité et d'appui à l'EZLN et pour créer, avec la *Otra Campaña*, un mouvement plus large se définissant idéologiquement comme de gauche et anticapitaliste.

Enfin, influencée par la théologie de la libération, très présente au Mexique, l'EZLN profite de l'appui symbolique de quelques membres du clergé, notamment Monseñor Samuel Ruiz (San Cristobal), qui a été médiateur lors des Accords de San Andres, ou encore Monseñor Raul Vera (Saltillo).

Tous ne s'entendent pas à savoir pourquoi l'EZLN a opté pour créer ses propres organisations parallèles. Pour certains, les zapatistes ont préféré créer de telles organisations (comme la CND) plutôt que de s'associer avec celles qui existaient, ce qui les aurait obligés à en partager la direction. Pour d'autres, l'EZLN a plutôt été confrontée à une obligation de créer de nouvelles structures et organisations car, malgré la multiplicité d'organisations (phénomène omniprésent au Mexique), peu d'alliances stratégiques semblaient possibles. En ce qui a trait aux organisations autochtones, l'EZLN a réussi à créer en 1996 un espace d'échange et de collaboration inédit, réunissant initialement au sein de la CND et de la CNI, l'ANIPA et le FIPI. Éventuellement, des divergences idéologiques ont mené à la scission en divers courants à l'intérieur des luttes autochtones au Mexique, mais l'initiative de la CNI aura été à la fin des années 1990 l'espace le plus inclusif.

### **Militarisation, guerre de basse intensité et narcotrafic**

Un cessez-le-feu est officiellement en vigueur depuis le 12 janvier 1994 entre l'armée mexicaine et l'EZLN. La stratégie de l'armée mexicaine (et des gouvernements mexicains qui se sont succédé depuis 1994) est ainsi passée d'un conflit armé ouvert à une guerre de basse intensité.

Dès 1994, le gouvernement fédéral adopta une double stratégie de lutte à l'insurrection : d'un côté, il négocia officiellement avec l'EZLN, tandis que de l'autre, il militarisa largement la zone, émit plusieurs mandats d'arrêt contre les dirigeants zapatistes et, enfin, appuya et finança des groupes paramilitaires.

En plus de la militarisation de la région, l'usage de groupes paramilitaires fut essentiel à la stratégie du gouvernement fédéral et de l'État du Chiapas. Plusieurs de ces groupes paramilitaires, historiquement liés aux bases militantes du PRI, auraient été maintenus à la solde du gouvernement de l'État lors de l'alternance entre les partis et l'avènement au pouvoir du PRD en 2000 (par une alliance avec le PAN pour l'élection de Pablo Salazar Mendiguchía comme gouverneur du Chiapas).

Un des drames les plus notables de la guerre de basse intensité au Chiapas est le massacre d'Acteal, le résultat d'une incursion paramilitaire dans une zone zapatiste de la région de Los

Altos le 22 décembre 1997. Quarante-cinq personnes y ont été assassinées, dont seize enfants et adolescents ainsi que vingt femmes, appartenant à l'organisation *Las Abejas*, organisation indépendante, mais solidaire des revendications de l'EZLN bien que critique de sa position de la voie armée. Le massacre fut initialement présenté comme le résultat d'un conflit ethnique entre deux communautés en raison d'un conflit terrien dans la municipalité de Chenalho, mais plusieurs adhèrent plutôt à la thèse d'une démonstration de force contre des communautés alliées à l'EZLN (15).

En plus de la répression et des agressions organisées par la police, l'armée et les groupes paramilitaires, une source additionnelle de violence se trouve dans le narcotrafic. Au Chiapas, comme dans tout le reste du Mexique, particulièrement dans les zones frontalières au nord et au sud, on assiste à une croissance rapide des réseaux illégaux des narcotrafiquants, parfois associés à des groupes paramilitaires. D'abord, il faut souligner que certains groupes narcotrafiquants profitent du soutien d'une partie des communautés locales chiapanèques, notamment par le biais des investissements structurels qu'ils effectuent, ces groupes se substituant parfois *de facto* aux États mexicain et chiapanèque. Ensuite, bien que l'actuel gouverneur du Chiapas, Juan Sabines Guerrero (PRD), se plaigne surtout de l'impact néfaste des réseaux narcotrafiquants sur l'industrie touristique chiapanèque, les impacts pour les communautés autochtones peuvent être beaucoup plus dévastateurs. En plus d'avoir de tristes conséquences pour les communautés du Chiapas, la présence des narcotrafiquants, tout comme la guerre de basse intensité, pose de grands défis à la construction de l'autonomie des communautés.

### **Protection de la biodiversité et projets touristiques**

Sous couvert de protéger la biodiversité de la forêt Lacandon, notamment en voulant favoriser des modèles de développement sociaux durables, l'État mexicain (souvent avec des partenaires, par exemple l'UE) développa plusieurs projets dont entre autres, le *Plan Cañadas*, le *Programa Integral para el Desarrollo Sustentable de la Selva* (PIDSS) et plus récemment, le plan *Prodesis*.

Curieusement, comme le souligne le *Development Research Centre*, « [c]'est au lendemain de la rébellion que le gouvernement mexicain a commencé à consacrer des ressources à la région pour le développement, établissant le prétendu programme de Cañadas. Cependant, quelques années après le début de l'initiative, le programme a été fortement critiqué en raison de son caractère contre-insurgé (offrant des ressources en échange de l'abandon de la cause zapatiste) et en raison de son échec dans la promotion du développement (il soutenait en effet seulement

la production de récoltes de maïs et d'haricots) » (16). Reproduisant un modèle patrimonialiste, où les communautés de base ne peuvent orienter elles-mêmes leur développement et où le financement peut être retiré à tout moment, ces plans ont aussi contribué à un accroissement des violences dans le Chiapas, dans le contexte de la guerre de basse intensité menée par les différents paliers de gouvernement. Les forces de police et l'armée, souvent accompagnées de fonctionnaires et de membres du gouvernement local, mènent parfois des opérations brutales, détruisant des villages entiers, incluant les récoltes, et tuant parfois des membres des communautés afin de délocaliser ces dernières. Un récent incident du genre remonte en janvier dernier lorsque les forces de police ont détruit le village Laguna San Pedro dans la communauté autonome de Ricardo Flores Magón (17).

Malgré la pauvreté latente, le Chiapas regorge de ressources naturelles (pétrole, rivières à potentiel hydroélectrique, forêt tropicale humide riche en biodiversité végétale et animale, etc.), ce qui explique en partie la répression de l'État, l'encerclement militaire et la guerre de basse intensité liés au contrôle des ressources naturelles et à la gestion de projets « écotouristiques ». En effet, dans certaines régions touristiques, les communautés sont divisées quant à la gestion des retombées économiques liées au tourisme. Dans plusieurs cas, le gouvernement du Chiapas a exacerbé les tensions en appuyant les communautés qui appuient les partis politiques dominants (PRI, PRD, PAN) et en attisant des conflits intercommunautaires. Par exemple, dans la région des cascades de Agua Azul, plusieurs agressions (tant par la police, l'armée que les paramilitaires) ont été dirigées contre la communauté zapatiste de Bolon Ajaw pour forcer leur déplacement et permettre l'exploitation touristique par d'autres communautés ou entreprises privées.

### **Plus de 16 ans de lutte**

L'EZLN fut dans les années 1990 un puissant message signifiant que la fin des utopies n'était pas arrivée, mettant à mal la thèse de la « fin des idéologies » de Fukuyama. Un de ses grands succès fut donc d'avoir redonné l'espoir à plusieurs, l'espoir que la construction d'un monde meilleur était possible. Une autre réussite du mouvement fut sans conteste d'avoir contribué à mettre sur la table la problématique des communautés autochtones du Mexique. L'EZLN fut un des moteurs de la dynamique autochtone au Mexique, dynamique qui doit être aussi située dans le contexte latino-américain (notamment en Équateur, en Bolivie et au Pérou). Avec ses rencontres intercontinentales, l'EZLN fut une des pionnières du mouvement antiglobalisation et précurseur des forums sociaux. La mobilisation d'une société civile transnationale

représente sans conteste une réalisation majeure, qui semble cependant s'essouffler avec le temps. Un autre succès fut de repenser les relations entre l'État et la société civile, même si la société civile mexicaine n'avait pas attendu la venue de l'EZLN pour entamer ce processus. La grande contribution de l'EZLN réside donc dans la mise en valeur des luttes et des identités autochtones dans les luttes pour la transformation politique du Mexique.

Cependant, la voie *de facto* pour la construction de l'autonomie des communautés que les zapatistes ont été obligés de prendre devant le rejet des Accords de San Andres par l'ensemble de la classe politique mexicaine et l'échec de la réforme constitutionnelle a impliqué une recrudescence des violences entre les communautés et une fragmentation des peuples autochtones (18). C'est sans conteste un de leurs plus grands défis. De plus, si l'inclusion des femmes et des jeunes est sans précédent, il faut aussi souligner que beaucoup de travail reste à faire. Les processus décisionnels sont bien souvent dominés par des hommes, les membres plus vieux des communautés où ceux qui disposent d'une capacité de patronage. Comme nous l'avons vu, il existe un aspect vertical dans l'EZLN, comme dans toute armée. Les institutions communautaires zapatistes, créées initialement sous ce modèle, maintiennent plusieurs de ces caractéristiques hiérarchiques. Toutefois, un effort symbolique et pratique a été fait afin de remettre aux communautés la gestion de ces institutions, même si des militaires zapatistes y maintiennent un certain contrôle.

Il est évident que l'incapacité de traduire la lutte armée et les revendications du mouvement en gains tangibles, ainsi que l'obstination (légitime ou non) de l'EZLN à maintenir une distance par rapport à la politique électorale, n'ont pas renforcé le mouvement d'appui dont elle jouissait à la fin des années 1990 et au début des années 2000. D'un autre côté, on peut se demander quels gains le mouvement zapatiste aurait pu espérer d'une alliance, par exemple, avec le PRD de Lopez Obrador. Ce dernier (comme son parti) ne jouit plus aujourd'hui d'un appui considérable, bien qu'il ait joui d'un fort appui et d'une grande popularité lors de son mandat comme *Jefe de Gobierno* du District Fédéral et comme candidat présidentiel en 2006. Sans débattre des nombreuses raisons qui expliquent cette débandade (il est sans doute instructif de regarder comment le PRD a gouverné dans les États où il était/est au pouvoir, ou de regarder comment les tensions et dissensions internes ont détruit le parti), il suffit de se référer aux plus récentes statistiques électorales des partielles parlementaires de 2009 pour se convaincre que le PRD ne jouit pas d'un appui significatif des mouvements populaires ou de la population, ne récoltant que 12,20 % des suffrages, derrière le PRI (36,89 %) et le PAN (27,98 %).

Bien que l'EZLN ait su mettre en branle un mouvement national luttant pour la redéfinition de l'État, la construction d'un État pluriethnique ouvert et un renouvellement du fédéralisme mexicain, l'imperméabilité des élites politiques et leur mainmise sur la gestion du pays n'a finalement permis que des résultats très limités au niveau national. L'EZLN ayant été critiquée d'avoir adopté une vision de « changer le monde sans prendre le pouvoir », il faut toutefois considérer la réalité mexicaine et les limites des mouvements électoralistes comme celui des présidentielles de 2006, alors que même certaines élites politiques plus modérées, principalement conduites par le PRD au niveau fédéral, sont incapables de prendre le pouvoir. Alors que les dés sont pipés au niveau fédéral, se retourner vers la construction d'alternatives locales semble être, pour le moment, l'avenue la plus prometteuse pour l'EZLN. Bien entendu, avant d'être une position idéologique, c'est une décision stratégique qui est très polémique dans le contexte mexicain et qui peut être reconsidérée à tout moment par les membres de l'EZLN.

## Notes

\* Les auteurs tiennent à remercier Pierre Beaucage et Nancy Thède pour leurs judicieux commentaires. Bien entendu, le point de vue exposé dans cet article est le nôtre.

(1) CCRI-CG, 1994, *Première déclaration de la forêt Lacandone*, En ligne : <http://zapatista.over-blog.fr/article-25494038.html>

(2) Bernard Duterme, 2006, « El Zapatismo como movimiento social », *Entre Voces*, n° 5, GDDL, Grupo Democracia y Desarrollo Local, Quito, Équateur, En ligne : <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/ecuador/iee/entrevo/entrevo5.pdf>

(3) Carlos Montemayor, mars 1998, « A Very Human Struggle », *Red Pepper*, En ligne : [http://studentstakingactioninchiapas.blogspot.com/2004\\_10\\_01\\_archive.html](http://studentstakingactioninchiapas.blogspot.com/2004_10_01_archive.html)

(4) Guillermo Almeyra, 2009, « Quince años del EZLN y la autonomía en Chiapas », *Observatorio Social de América latina*, 10, (25), Buenos Aires, Argentine, p. 156.

(5) CCRI-CG, 1994, *Op. cit.*

(6) Alejandra Parra, 2002 « Sociedad civil, movimiento zapatista y conflicto en Chiapas », *Fragmentación social y crisis política e institucional en América Latina y el*

Caribe, Buenos Aires, Clasco, En ligne :

<http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/becas/2002/fragmenta/parra.pdf>

(7) Marcos, cité dans Duterme, *Op. cit.*

(8) Marcos, cité dans Chiaspaslink, 1998, *The Zapatistas. A Rough Guide*, Londres, Calverts Press, p. 15.

(9) Jorge Buendia et Fernanda Somuano, 2003, « Participación electoral en nuevas democracias: la elección presidencial de 2000 en México », *Política y Gobierno*, vol. x, n° 2, En ligne :

[http://www.politicaygobierno.cide.edu/num\\_anteriores/Vol\\_X\\_N2\\_2003/Buendia.pdf](http://www.politicaygobierno.cide.edu/num_anteriores/Vol_X_N2_2003/Buendia.pdf)

10) Araceli Burguete Cal y Mayor, 2005, « Una década de autonomías de facto en Chiapas (1994-2004): los límites », dans Pablo Dávalos, *Pueblos indígenas, estado y democracia*, Buenos Aires, CLACSO, En ligne :

<http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/davalos/CapBurguete.pdf>

(11) CCRI-CG, 2005, *Sixième déclaration de la forêt Lacandone*, En ligne :

[http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id\\_article=204](http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=204)

(12) EZLN, *Ley revolucionaria de mujeres*, En ligne :

<http://www.nodo50.org/pchiapas/chiapas/documentos/despertador/mujer.htm>

(13) Gilberto López y Rivas, juin 2002, « Conflictos armados en México: la encrucijada política-militar », En ligne :

<http://www.latautonomy.org/zapatismo.PDF>

(14) Le FIPI critique notamment le langage socialiste et marxisant de l'EZLN. David F. Ronfeld, 1998, *The Zapatiste Social Netwar in Mexico*, Santa Monica, RAND, p. 57, En ligne :

[http://www.rand.org/pubs/monograph\\_reports/MR994/MR994.ch4.pdf](http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR994/MR994.ch4.pdf)

15) Carlos Montemayor, « Recordar Acteal », *La Jornada*, Décembre 2007, En ligne :

<http://www.jornada.unam.mx/2007/12/17/index.php?section=opinion&article=010a1pol>

(16) Development Research Centre, 2002, *Evaluation of the Integral Programme for the Sustainable Development of the Lacandon Jungle*, Mexico, En ligne : [http://www.drc-citizenship.org/docs/internships/2002/OM\\_mexico.pdf](http://www.drc-citizenship.org/docs/internships/2002/OM_mexico.pdf)

17) Hermann Bellinghausen, « Zapatistas denuncian desalojo y destrucción de comunidad indígena », *La Jornada*, janvier 2010, En ligne : <http://www.jornada.unam.mx/2010/01/31/index.php?section=politica&article=007n2pol>

(18) Araceli Burguete Cal y Mayor, *Op. cit.*